

## **CONCESSION DE SERVICE RELATIVE A L'EXPLOITATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES**

**Ght\_PRES\_2025-036\_CONV\_Concession De Services - Distributeurs  
Automatiques [2025-2032]**

**Cahier des Clauses Particulières**

**Version du 04 février 2025**

# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| <b>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>  | 3  |
| <b>PARTIE 1 : CONDITIONS GENERALES</b>  | 4  |
| <b>I FORME DU CONTRAT</b>   | 4  |
| <b>II DUREE DU CONTRAT</b>  | 4  |
| <b>III CESSIONS ET SOUS TRAITANCE</b>   | 4  |
| <b>IV EXCLUSIVITE</b>   | 4  |
| <b>V ASSURANCES</b>   | 4  |
| <b>VI PENALITES</b>   | 5  |
| 6.1 - Retard d'exécution des prestations  | 5  |
| 6-2 - Pénalités pour défectuosité   | 5  |
| 6-3 - Pénalités pour non-respect d'un engagement  | 5  |
| 6.4 – Pénalité stationnement inadapté   | 5  |
| 6.5 - Retard de transmission du rapport d'activité et d'intervention                                  | 5  |
| <b>VII IMPOTS ET TAXES</b>  | 5  |
| <b>VIII MODALITES DE RETRAIT ET DE RESILIATION</b>  | 5  |
| 8.1-Retrait anticipé de la concession   | 5  |
| 8.2-Résiliation de plein droit de la concession   | 6  |
| 8.3-Résiliation aux torts du titulaire  | 6  |
| <b>IX DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>  | 6  |
| <b>X ATTRIBUTION DE COMPETENCE</b>  | 6  |
| <b>XI RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES : RGPD</b>   | 6  |
| <b>PARTIE 2 : CONDITIONS PARTICULIERES</b>  | 7  |
| <b>I DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS CHAUDES, FROIDES, DE CONFISERIES ET DE PRODUITS FRAIS</b> | 7  |
| 2.1 - Installation des distributeurs  | 7  |
| 2.2 - Caractéristiques des distributeurs  | 8  |
| 2.3 - Fonctionnement  | 8  |
| 2.4 – Hygiène   | 8  |
| 2.5 – Maintenance des appareils   | 8  |
| 2.6 - Spécificités des produits proposés  | 9  |
| 2.7 - Dispositions financières  | 10 |
| 2.8 - Rapport d'activité  | 11 |

## OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent une concession de services relatives à l'exploitation de distributeurs automatiques.

Cette consultation concerne plusieurs établissements juridiques, et ne fait pas l'objet d'un allotissement spécifique. L'ensemble des besoins seront attribués à un concessionnaire unique.

La concession porte sur **la mise à disposition et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons chaudes, froides, de confiseries et de produits frais pour les établissements suivants**

- Centre Hospitalier Universitaire de SAINT ETIENNE
- GCS BIHLSud (Blanchisserie Inter-hospitalier Loire Sud)
- Centre Hospitalier DE ROANNE

Les équipements sont destinés aux usagers, à leurs familles, aux visiteurs et aux personnels, aux étudiants et bénévoles des différents établissements.

# PARTIE 1 : CONDITIONS GENERALES

## I FORME DU CONTRAT

La présente consultation est passée sous la forme d'un contrat de concession de services selon la troisième partie du code de la commande publique.

## II DUREE DU CONTRAT

Le contrat de concessions est conclu pour **une durée de 6 ans** pour une période initiale débutant le **1er mai 2025** ou de la date de notification si elle est postérieure, reconductible 1 fois un an.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'autorité concédante au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la concession.

Le concessionnaire retenu devra tenir compte de ces éléments afin de garantir à l'ensemble des établissements une continuité de service.

## III CESSIONS ET SOUS TRAITANCE

Le titulaire devra exploiter personnellement les prestations.

Toute cession, sous-traitance, à un tiers ou à une autre société, de toute ou partie des droits résultant de la présente concession n'est pas autorisée.

## IV EXCLUSIVITE

Pendant la durée du contrat de concession, les établissements garantissent au concessionnaire, la jouissance d'un droit exclusif pour la vente aux hospitalisés, aux familles, aux visiteurs et aux personnels, des prestations de la convention.

Le concessionnaire prendra toutefois acte du fait que cette garantie ne fait pas obstacle au fait que les établissements peuvent mettre à la disposition de leurs personnels des distributeurs localisés sur les différents sites.

## V ASSURANCES

Le titulaire du contrat déclare avoir souscrit un contrat d'assurance dont il produira une attestation à la signature de la convention et qui couvrira les risques susceptibles de provenir du matériel ou de son utilisation et notamment les éléments suivants :

- Incendie, explosion, implosion, dégâts des eaux, et dommages de toute nature causée aux appareils ou par eux ;
- Vol de marchandises, mobiliers, matériels accessoires, espèces,... ;
- Intoxication alimentaire causée par les produits vendus par le concessionnaire ;
- Et de façon générale, tout fait susceptible d'engager sa responsabilité.

Ce contrat d'assurance devra garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés à l'occasion de l'exécution de la convention.

Le titulaire du contrat joindra à son offre une attestation d'assurance mentionnant au minimum les garanties décrites ci-dessus. La production de cette attestation constituera un critère de conformité de l'offre.

Le titulaire s'engage à communiquer à la Direction de chaque établissement une attestation de ladite assurance, avant la date de début de chacune des périodes d'assurance couverte par la présente

convention, et à effectuer le paiement des primes correspondantes. La production de cette attestation conditionne le maintien de la validité de la présente convention.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage en rien le titulaire de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance, et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garantis par celle-ci.

Le titulaire de la convention s'interdit tout recours contre l'Administration en cas de vols, pertes, avaries, effractions, qui pourraient se produire dans les locaux et espaces mis à disposition.

## **VI PENALITES**

### **6.1 - Retard d'exécution des prestations**

Dans le cas où le concessionnaire n'exécuterait pas les prestations attendues dans les délais préalablement indiqués **à l'annexe 4 - Questionnaire réponses** les établissements se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer, **par jour ouvrés de retard** une pénalité **d'un montant de 250 euros HT.**

### **6-2 - Pénalités pour défectuosité**

Dans le cas où le concessionnaire ne remplacerait pas un distributeur défectueux, dans les délais impartis précisez à l'article 2.5 – Partie II du présent CCP, les établissements se réservent le droit sans mise en demeure préalable, d'appliquer, par jour ouvrés de retard une pénalité **d'un montant de 500 euros HT.**

### **6-3 - Pénalités pour non-respect d'un engagement**

Dans le cas où le concessionnaire ne respecterait pas un élément du contrat et/ou des annexes (Questionnaire, documents remis dans l'offre...) sur lequel il s'est engagé, les établissements se réservent le droit sans mise en demeure préalable, d'appliquer, par fait constaté une pénalité **d'un montant de 150 euros HT.**

### **6.4 – Pénalité stationnement inadapté**

Dans le cas où le personnel du concessionnaire ne respecterait pas les règles de stationnement en vigueur sur chaque site, les établissements se réservent le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer par fait constaté, une pénalité **d'un montant de 50€ HT**

### **6.5 - Retard de transmission du rapport d'activité et d'intervention**

Dans le cas où le concessionnaire ne transmettrait pas au coordonnateur et aux différents établissements les rapports d'intervention et d'activité, dans les délais indiqués aux articles 2.5 et 2.8 – Partie II du présent CCP, les établissements se réservent le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer, par jour ouvrés de retard une pénalité **d'un montant de 50 euros HT.**

## **VII IMPOTS ET TAXES**

Les droits d'enregistrement, les taxes et impôts présents et futurs afférents à l'exploitation des prestations du présent CCP seront portés à la charge exclusive du titulaire de la concession, qui fera son affaire de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes.

## **VIII MODALITES DE RETRAIT ET DE RESILIATION**

### **8.1-Retrait anticipé de la concession**

Au cas où un établissement déciderait le retrait anticipé de la concession sans qu'il y ait faute de la part du titulaire, celui-ci pourra prétendre à une indemnité représentative de la valeur non amortie, au jour du retrait de la concession, des aménagements réalisés. Pour la détermination de cette

indemnité, les taux et durées d'amortissement à retenir seront, pour chacun des éléments composant lesdites installations, ceux que le titulaire aura lui-même retenus dans sa comptabilité. Le concessionnaire s'oblige à communiquer cette valeur à l'autorité concédante dès l'achèvement de toutes installations, ouvrages, aménagements et à lui permettre de procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles de la réalité du prix de revient déclaré ;

### **8.2-Résiliation de plein droit de la concession**

L'autorité concédante pourra prononcer de plein droit la résiliation de la concession dans les cas suivant :

- en cas de liquidation amiable ou judiciaire du concessionnaire dans les cas et conditions prévues par la loi
- en cas d'admission au bénéfice du règlement judiciaire, sauf décision de continuation du contrat dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code du commerce.

La mesure de résiliation prendra effet à la date du fait générateur.

### **8.3-Résiliation aux torts du titulaire**

L'autorité concédante pourra prononcer la résiliation de la concession aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- 1- De contravention grave ou persistante du titulaire à ses obligations telles qu'elles résultent de la présente concession.
- 2- De non paiement des redevances et sommes qui lui sont réclamées en exécution de la présente concession dans les délais impartis, et d'une façon plus générale, de non respect des obligations qui lui sont imposées dans le présent C.C.P.
- 3- De refus de déclaration ou de fausse déclaration quant au chiffre d'affaires servant de base à la détermination de la redevance.

## **IX DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de la concession de services avec le titulaire sont énumérées ci-après par ordre de priorité :

1. Les contrats d'engagement (et ses annexes) dûment renseignés, paraphés et signés deux parties, établi sur la base du Cahier des charges Particulières de la présente consultation
2. Le Cahier des Clauses Particulières et ses annexes (1-2-3-4-5) dûment renseignés, paraphés et signés
3. L'offre technique et financière du titulaire

Toute clause, portée dans les documents, le catalogue, les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du contrat, sera réputée non écrite. Les conditions générales de vente du concessionnaire sont notamment concernées par cette disposition.

## **X ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent cahier des charges qui n'aurait pas été réglé à l'amiable, le Tribunal administratif compétent sera le Tribunal administratif de Lyon.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quel que motif que ce soit les contestations qui pourraient survenir entre les établissements et le titulaire ne pourront être invoqués par ce dernier comme cause de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

## **XI RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES : RGPD**

Les informations collectées par le CHU de Saint-Etienne directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent contrat. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilitées et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de

l'exécution du contrat. Le CHU de Saint-Etienne ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à [rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr](mailto:rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr) ou par voie postale à la Direction du Système d'Information 8, rue Bossuet, 42055 Saint-Etienne Cedex 2. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

## **PARTIE 2 : CONDITIONS PARTICULIERES**

### **I DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE BOISSONS CHAUDES, FROIDES, DE CONFISERIES ET DE PRODUITS FRAIS**

Il est souhaité la mise à disposition et l'exploitation gratuite de distributeurs automatiques adaptée aux établissements hospitaliers et accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Le nombre des distributeurs par établissement et par type de machine est détaillé à **l'annexe 1 Tableau des besoins**.

Au cours du marché, le nombre de machines pourra être amené à varier (A la hausse comme à la baisse) afin de s'adapter aux besoins des établissements (+/- 20 % : sur le quantitatif)

Le titulaire du contrat devra assurer pour chacun des sites : l'installation, l'exploitation, l'approvisionnement, l'entretien (Nettoyage) ainsi que la maintenance des distributeurs et l'enlèvement de ces derniers en fin de contrat.

Il est souhaité qu'en amont du déploiement des machines, le titulaire puisse réaliser, auprès des directions de chaque établissement et/ou de la personne en charge de la gestion du contrat, des propositions complémentaires en termes d'implantation ou de positionnement de machines.

L'objectif recherché est de pouvoir optimiser les chiffres d'affaires réalisés et par conséquent la redevance reversée aux établissements. Chaque établissement se réserve le droit de donner suite ou non aux propositions formulées par le titulaire du contrat de la concession.

#### **2.1 - Installation des distributeurs**

La livraison, l'installation, le raccordement aux dispositifs d'arrivés et d'évacuation ainsi que la mise en service des machines sont à la charge du titulaire. Ces prestations devront être effectuées en application des normes en vigueur.

Le titulaire garantira tous les risques et conséquences durant la pose et l'installation jusqu'à réception définitive des appareils.

Lors de l'implantation des appareils, le candidat devra prévoir en fonction de la qualité du revêtement du sol, l'installation de protections.

Les consommations d'eau et d'électricité seront prises en charge par les établissements.

Un espace comprenant des carrousels et des machines à café devra être aménagé dans le self nord du CHU de Saint-Étienne, conformément au planning établi par l'établissement.

Les espaces regroupant au moins deux machines devront être équipés d'un habillage approuvé par l'établissement, à l'exception des habillages appartenant directement à ce dernier.

## **2.2 - Caractéristiques des distributeurs**

Il n'est pas souhaité obligatoirement des appareils neufs malgré tout, ceux ci devront être en bon état de fonctionnement, respecter les normes d'hygiène et sécurité en vigueur.

Une identification de propriété sera apposée sur chacun des appareils ainsi **qu'un numéro visible et lisible** de téléphone de l'exploitant en cas de panne.

Les caractéristiques d'encaissement des distributeurs sont indiquées **en annexe 1 – Tableau des besoins**.

Les distributeurs installés devront être accessibles et utilisables par des personnes ayant un handicap.

Le prestataire devra proposer des distributeurs permettant aux personnels de chaque établissement Hospitalier le paiement de la marchandise à un tarif préférentiel.

Ce tarif sera accessible via les badges d'identification des salariés :

- CHUSE et BILHSud : MIFARE DESFire EV2 CPSv3 (Prévu au plus tôt en 2026).
- CH ROANNE : MIFARE DESFire 4K NXP EV2

Pour le matériel exploité par l'établissement, le système mis en place devra permettre, via les cartes des professionnels une liaison, entre le matériel et le système d'encaissement reco de XGIL.

Les candidats devront indiquer à l'annexe 5, les différents modèles d'appareils proposés ainsi que les caractéristiques techniques.

Des cartes pourront être mise à disposition par les établissements pour test et paramétrage.

## **2.3 - Fonctionnement**

L'approvisionnement des marchandises devra se faire de manière régulière en fonction des besoins avec l'objectif d'assurer aux patients, aux visiteurs et aux personnels une continuité de service tout au long de la journée et de l'année.

Les approvisionnements se feront avec des moyens adaptés et répondant à la législation en vigueur pour le transport de ce type de produits.

Dans les établissements disposant de plus de 30 machines, il est souhaité que le titulaire assure une présence quotidienne du lundi au vendredi (hors jour férié) afin de procéder, à minima, à la vérification du bon fonctionnement du parc de machines.

## **2.4 – Hygiène**

Les appareils seront très régulièrement nettoyés et désinfectés, permettant de garantir aux consommateurs une hygiène permanente. Les candidats devront également remettre les protocoles de nettoyage : type de produits, fréquence,... dans le cadre de l'annexe 4 – Questionnaire réponses

Le titulaire du marché devra présenter sa démarche qualité, certification ou agrément (HACCP).

## **2.5 – Maintenance des appareils**

Le titulaire s'engage à assurer la continuité du bon fonctionnement des distributeurs et à prendre à sa charge tous les frais de réparation ou d'échange.

Le titulaire devra s'engager à assurer une intervention rapide sur le site dans un délai maximum de 24h, en cas de panne signalée. Il est souhaité une intervention 6 jours sur 7 (Hors dimanches et jours fériés).



En cas d'immobilisation prolongée (72 heures), la titulaire veillera au remplacement de l'appareil. Le non-respect de ce délai pourra entraîner l'application de pénalités.

Le titulaire devra :

- prévoir une procédure en cas de dysfonctionnement (numéro d'appel).
- prévoir des interventions régulières d'entretien du matériel dont la fréquence sera précisée (maintenir en bon état de propreté à l'intérieur comme à l'extérieur).
- afficher une information claire d'utilisation sous forme de pictogramme sur chaque appareil.

Le personnel du titulaire en charge des différentes prestations (installation, approvisionnement, dépannage...) devra porter un badge ou tout autre moyen apparent mentionnant la désignation commerciale du titulaire.

Le personnel d'exploitation aura l'obligation de respecter le règlement intérieur et les plans de stationnement en vigueur dans chaque établissement. Ces derniers sont disponibles auprès de la direction de chaque établissement.

Le titulaire est tenu de fournir à l'établissement un rapport d'intervention trimestriel détaillé. Ce rapport devra inclure :

- Les dates et heures de signalement des pannes.
- Les dates et heures des interventions réalisées (remise en conformité, réparation, remplacement, etc.).
- La nature des dysfonctionnements constatés.
- Toute information jugée pertinente pour l'exploitation et le suivi du parc par l'établissement.

Ce rapport devra être transmis dans un délai de 1 mois après la fin du trimestre au format excel.

## **2.6 - Spécificités des produits proposés**

Le choix des produits n'est pas imposé aux candidats, cependant il est souhaité une gamme de produits variés, connus du grand public s'appuyant sur les marques de notoriétés demandées par les consommateurs. Il est souhaité à minima de retrouver les familles de produits suivantes

### ➤ **Boissons chaudes :**

- Cafés,
- Boissons chocolatées,
- Cafés gourmands
- Thés
- Potages/Velouté

Le prestataire aura la possibilité de proposer dans son offre des boissons issues du commerce équitable et/ou biologique.

Le dosage du sucre des machines de boissons chaudes devra être réglé par défaut avec un débit « zéro sucre ».

### ➤ **Boissons fraîches en bouteille ou en boîte**

- Eau minérale
- Eau gazeuse
- Jus de fruit
- Sodas « light » ou diététique
- Sodas

Le prestataire aura la possibilité de proposer dans son offre des boissons issues du commerce équitable et/ou biologique.

➤ **Gamme snack et confiserie.**

Le prestataire aura la possibilité de proposer dans son offre des produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique.

➤ **Gamme produits frais :**

- Sandwiches frais
- Sandwiches longue conservation
- Salades / Légumes
- Yaourt
- Fruits
- ....

**Le panier des produits de référence (Annexe 2) sera utilisé pour comparer les différentes propositions entre elles.**

**2.7 - Dispositions financières**

➤ **Prix à la vente**

Le titulaire devra joindre à l'appui de son offre, les tarifs des produits proposés à la vente.

Les prix seront fermes pendant la première année de contrat et pourront être ajustables annuellement à date anniversaire du contrat, après accord de l'autorité concédante suivant l'indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France : Indice INSEE 001759963.

Cette révision sera calculée selon la formule suivante :  **$P_n = P_o \times (I_n / I_o)$** , où

- $P_n$  est le prix révisé,
- $P_o$  le prix initial,
- $I_n$  l'indice ou le coût de référence à la date de révision
- $I_o$  l'indice ou le coût de référence à la date de la remise des offres

Le concessionnaire s'engage à faire parvenir à l'autorité concédante, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau barème tarifaire avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

**Au vue du nombre de machines et pour des raisons de simplification, les prix de vente des produits devront être identiques sur tous les sites. Une seule exception est souhaitée pour les IFSI – Ecole d'infirmières où les candidats pourront pratiquer des tarifs plus attractifs. Une grille tarifaire spécifique devra être communiquée dans l'offre.**

Il est attendu un tarif préférentiel pour l'ensemble des salariés/partenaires des différents établissements. La remise pratiquée sur le prix de vente sera indiquée à l'annexe 4 – Questionnaire réponse.

➤ **Redevance**

Le titulaire acquittera auprès de chaque établissement en contrepartie de l'occupation des locaux et des autres facilités accordées, une redevance dont les modalités sont les suivantes :

- Redevance exprimée **en pourcentage du chiffre d'affaires global** hors taxes réalisé à préciser à l'annexe 3 - Redevance.

Le titulaire adressera chaque semestre une déclaration de recettes ventilée par famille de produits.

Les établissements se réservent le droit de réclamer au titulaire toute autre pièce comptable permettant le contrôle des recettes.

Le calcul et le versement de la redevance aura lieu semestriellement, à la fin du dernier mois au vu de la copie du document « TVA » transmis aux services fiscaux.

Le règlement interviendra dès réception de l'avis des sommes à payer émis par la Trésorerie de chaque établissement dans un délai de 15 jours.

La redevance ainsi déterminée devra être majorée du taux de TVA applicable ; Les Etablissements étant assujettis au régime de la TVA, le montant de la TVA qui accompagnera la redevance versée par le prestataire reviendra à l'administration fiscale.

En cas de retard de plus de 30 jours et 15 jours après une mise en demeure restée sans effet, le titulaire encourt une majoration de redevance équivalente à 10 % de son chiffre d'affaires global hors taxes réalisé.

### **2.8 - Rapport d'activité**

Le titulaire devra transmettre **trimestriellement en version numérique** un rapport d'activité global de l'ensemble des sites comprenant à minima le chiffre d'affaire réalisé par machine et la synthèse des relevés de vente par produits.

Les rapports d'activités devront être envoyés au plus tard **un mois** après la fin du trimestre concerné.

Date :

Signature et cachet du candidat :